

Le Pacte vert n'est pas la cause de tous nos maux mais la solution à la crise que nous traversons

Il est urgent de renforcer le plan européen pour la transition écologique qui « a vocation à protéger la santé, les emplois, le pouvoir d'achat, la souveraineté énergétique et alimentaire », assure un collectif d'une dizaine d'ONG environnementales

Parce qu'on ne met pas le changement climatique sur pause, nous, organisations environnementales et de justice sociale, appelons à un Pacte vert renforcé. Depuis plusieurs semaines, les attaques contre l'Europe et les normes environnementales font florès. Le Pacte vert européen, ensemble d'objectifs et de lois visant à atteindre la neutralité climatique en Europe d'ici à 2050, est particulièrement visé. Pour certains, il est devenu la cible à abattre : responsable, entre autres et rien que ça, de la crise agricole, de la désindustrialisation européenne, et menace pour notre souveraineté alimentaire. Des attaques qui produisent déjà des effets tangibles à Bruxelles : la Commission européenne vient de retirer sa proposition visant à réduire progressivement l'utilisation des pesticides d'ici à 2030.

Bien que perfectible, le Pacte vert est à ce jour le plan le plus ambitieux jamais adopté pour le climat. Il n'a pas été « *simplement* » conçu comme un ensemble de textes visant à lutter contre le changement climatique, mais il a également vocation à protéger la santé, les emplois, le pouvoir d'achat, la souveraineté énergétique et alimentaire.

Le Pacte vert permet de protéger notre santé. Les impacts du changement climatique sur la santé, y compris au travail, sont considérables. En France, l'été 2023 a été marqué par 5 000 morts imputables à la chaleur, touchant particulièrement les personnes âgées, mais aussi les travailleurs les plus exposés.

Quant à la pollution de l'air liée aux particules fines, elle était responsable en 2021 de 250 000 décès au sein de l'Union européenne (UE). La fin des moteurs thermiques à horizon 2035, la réduction des émissions liées aux logements et au secteur agricole, les mesures pour accélérer notre sortie des énergies fossiles, auront un impact direct et positif sur notre santé.

Garantie pour le pouvoir d'achat

Le Pacte vert vise également à renforcer notre indépendance énergétique en réduisant considérablement nos importations de gaz fossile et de pétrole. Grâce au déploiement des renouvelables, nous réduisons nos vulnérabilités vis-à-vis de pays producteurs comme la Russie ou l'Azerbaïdjan. Il est aussi une opportunité de réindustrialisation : selon une étude d[*u groupe de réflexion*] Strategic Perspectives, 475 000 emplois net pourraient ainsi être créés d'ici à 2030 en Europe grâce au Pacte vert, notamment dans le secteur des énergies renouvelables.

C'est aussi une garantie pour notre pouvoir d'achat. Alors que les prix du gaz fossile, du charbon et du pétrole sont l'un des moteurs de l'inflation, le déploiement des énergies renouvelables – désormais moins chères que les énergies fossiles – permet de nous protéger de la volatilité du prix des hydrocarbures, donc de préserver le pouvoir d'achat.

Le Pacte vert est un levier fondamental pour notre souveraineté alimentaire. Un premier cadre important a été posé pour orienter l'Europe vers une alimentation saine et durable, aussi protectrice des agriculteurs que des consommateurs. Il vise à ce que 25 % des terres agricoles soient consacrées à l'agriculture biologique d'ici à 2030, avec un fort potentiel d'emplois, à réduire l'usage des antibiotiques dans l'élevage, des pesticides et engrais chimiques dans les cultures, à lutter contre le gaspillage alimentaire... La restauration des écosystèmes terrestres et marins, mesure phare de la stratégie biodiversité du Pacte vert, et leur protection contre des pratiques destructrices comme le chalutage de fond, sont également cruciales pour l'autonomie alimentaire de notre continent et la résilience des agriculteurs et pêcheurs européens.

Accélérer et mieux accompagner

Le Pacte vert augmente aussi les capacités de financement de la transition des Etats membres. Par exemple, 937 millions d'euros ont été attribués par l'Union européenne à dix départements français, afin de décarboner leurs usines et d'accompagner la

reconversion des emplois concernés. Face à l'urgence climatique et sociale, il ne faut pas ralentir mais accélérer et mieux accompagner. Le Pacte vert a ouvert une voie ambitieuse. Il est aujourd'hui urgent de l'améliorer en rendant les solutions de transition écologique réellement accessibles à tous et en appliquant le principe de pollueur-payeur. Pour cela, il faudra entre autres renforcer l'accompagnement des ménages les plus vulnérables pour rénover leurs logements et accéder à une mobilité durable, accompagner les entreprises dans la transformation de leurs pratiques, déployer une alimentation durable accessible à tous.

Les textes du Pacte vert ont été débattus et adoptés par nos gouvernements à l'échelon européen. Appeler à revenir en arrière, c'est se tromper d'ennemi et détourner les regards des vrais enjeux. Le Pacte vert et les normes environnementales ne sont pas la cause de tous nos maux, mais un apport de solutions aux crises que nous traversons. Alors que des centaines de millions d'Européens sont appelés aux urnes pour les élections au Parlement européen le 9 juin, nous tenons à rappeler que seule une action européenne environnementale renforcée permettra de trouver une issue durable aux crises.

Premiers signataires :

Véronique Andrieux, directrice générale de WWF ; Stéphanie Clément-Grandcourt, directrice générale de la Fondation pour la nature et l'homme ; Morgane Créach, directrice générale du Réseau Action Climat ; Antoine Gatet, président de France Nature Environnement ; Jean-François Julliard, directeur général de Greenpeace France ; Alexis Monteil-Gutel, codirecteur du Réseau pour la transition énergétique ; Claire Nouvian, fondatrice et directrice de Bloom ; Lucie Pinson, fondatrice et directrice de Reclaim Finance ; Christophe Robert, délégué général de la Fondation Abbé Pierre ; Jérémie Suissa, délégué général de Notre Affaire à tous.

Retrouvez la liste complète des signataires sur [Lemonde.fr](https://www.lemonde.fr)